



VERSAILLES



Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques	
PREMIER ARRIVÉE D.L.P.A.J. / S.D.L.P.	02 JUL. 2018
02 JUL. 2018	
Versailles, le 26 juin 2018	BLI MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR D.L.P.A.J.
Rapport	04 JUIN 2018
	ARRIVÉE SDLP-BLI

Objet : emploi des caméras individuelles par les agents de la police municipale de Versailles

Par arrêté préfectoral (2018074-0002 en date du 15 mars 2018), les agents de police municipale de la Ville de Versailles ont été autorisés, à titre expérimental, à utiliser des caméras individuelles.

Le récépissé de la CNIL nous est parvenu le 16 mai 2018.

La phase d'expérimentation a débuté le 17 mai 2018, pour se terminer le 3 juin 2018.

Matériel :

Les agents ont utilisé une caméra Type Body 2 de la société AXON.

Le modèle est léger et ne prend que peu de place sur le gilet pare-balle.

Le déclenchement des caméras est simple, les caméras ont une grande autonomie.

Les enregistrements visualisés sont de bonne qualité que ce soit pour les images ou pour le son.

Sous réserve de la validation éventuelle et ultérieure de Monsieur Le Maire quant à l'acquisition de caméras individuelles, veuillez trouver ci-dessous le compte rendu de l'utilisation des caméras.

L'ensemble des agents a pu expérimenter ces caméras individuelles, de jour comme de nuit.

Sur la phase test de 15 jours, les agents n'ont pas eu d'intervention à risque. Cependant les remontées sont toutes positives sur l'utilisation de ces caméras.

Les caméras ont été déclenchées en général pour des contrôles routiers, des interventions sur des personnes parfois agressives (SDF), lors de patrouilles pédestres la nuit sur la Place du Marché Notre Dame (aux heures de fermeture des bars).

Lors des déclenchements de caméras, les personnes filmées n'ont pas eu de réactions négatives.

Les agents quant à eux estiment que l'utilisation de ces caméras peut désamorcer une situation conflictuelle et calmer les intervenants.

Préfecture
Cabinet
Service des sécurités
Bureau des polices administratives

Arrêté n° 2018074-0002 .

Portant autorisation de l'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de la commune de Versailles

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n°2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale, notamment son article 114 ;

Vu le décret n°2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les agents de police municipale dans le cadre de leurs interventions ;

Vu la demande adressée par le maire de la commune de Versailles, en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à l'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de la commune de Versailles ;

Vu la convention de coordination des interventions de la police municipale et des forces de sécurité de l'État du 1^{er} juillet 2016 ;

Considérant que la demande transmise par le maire de la commune de Versailles est complète et conforme aux exigences du décret du 23 décembre 2016 susvisé ;

Sur proposition du Sous-préfet chargé de la direction du cabinet auprès du Préfet des Yvelines.

Arrête

Article 1: L'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale de la commune de Versailles est autorisé au moyen de quatre (4) caméras individuelles jusqu'au 3 juin 2018.

.../...

Article 2 : La commune doit informer le public par le support de son choix de l'équipement de ses agents de police municipale en caméras individuelles et des modalités d'accès aux images.

Article 3 : Les caméras sont portées de façon apparente par les agents de police municipale. Le déclenchement de l'enregistrement fait l'objet d'une information des personnes filmées, sauf si les circonstances l'interdisent. Cet enregistrement, qui n'est pas permanent, a pour finalités la prévention des incidents au cours d'interventions des agents, le constat des infractions et la poursuite de leurs auteurs par la collecte de preuves, dans le cadre d'une procédure judiciaire ainsi que la formation et la pédagogie des agents.

Article 4 : Lorsque les agents de police municipale ont procédé à l'enregistrement d'une intervention dans les conditions prévues à l'article L241-1 du code de la sécurité intérieure et au décret du 23 décembre 2016, les données enregistrées par les caméras individuelles sont transférées sur un support informatique sécurisé dès leur retour au service. Les enregistrements ne peuvent être consultés qu'à l'issue de l'intervention et après leur transfert sur un support informatique sécurisé. Aucun système de transmission permettant de visionner les images à distance en temps réel ne peut être mis en œuvre.

Article 5 : Le responsable du service de la police municipale et les agents de police municipale individuellement désignés et habilités par le responsable du service ont seuls accès aux données et informations enregistrées dans les traitements. Ces personnes sont seules habilitées à procéder à l'extraction des données et informations enregistrées pour les besoins exclusifs d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire ou dans le cadre d'une action de formation et de pédagogie des agents.

Article 6 : Dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire, ou d'une action de formation et de pédagogie des agents peuvent être destinataires de tout ou partie des données et informations enregistrées dans les traitements : les officiers et agents de polices judiciaire de la police nationale, de la gendarmerie nationale et le maire en qualité d'autorité disciplinaire.

Article 7 : Les données et informations sont conservées pendant une durée de six mois à compter du jour de leur enregistrement, à l'issue, elles seront détruites. Lorsque les données ont dans le délai de six mois été extraites et transmises pour les besoins d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire, elles sont conservées selon les règles propres à chacune de ces procédures. Les données utilisées à des fins pédagogiques et de formation sont anonymisées.

.../...

Article 8 : Dès notification du présent arrêté, le maire de la commune de Versailles adresse à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) un engagement de conformité aux dispositions du décret du 23 décembre 2016.

L'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale autorisé par le présent arrêté ne peut être mis en œuvre qu'après réception du récépissé de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). Une copie de ce récépissé doit être adressée aux services préfectoraux.

Article 9 : Toute modification portant sur le nombre de caméras individuelles doit faire l'objet d'une demande d'autorisation après des services préfectoraux.

Article 10 : Le sous-préfet, chargé de la direction du cabinet auprès du Préfet des Yvelines est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera remise pour notification à monsieur le maire de la commune de Versailles et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines .

Versailles, le

15 MARS 2018

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet chargé de la direction du cabinet
auprès du Préfet des Yvelines


Thierry LAURENT

En application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles. Conformément aux articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative, ce recours peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision ou de la décision implicite de rejet.

Au préalable, dans ce délai, peuvent être exercés un recours gracieux auprès du préfet des Yvelines et un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques – bureau des polices administratives). Le silence gardé par l'administration pendant un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le délai de recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Adresse postale : 1 rue Jean Houdon – 78010 Versailles Cedex

Téléphone : 01.39.49.78.00 Télécopie : 01.39.49.75.15

Retrouvez nos jours et horaires d'accueil du public sur le site : www.yvelines.gouv.fr

Rejoignez-nous sur les réseaux sociaux : twitter.com/prefet78

RÉCÉPISSÉ

**DÉCLARATION DE CONFORMITÉ À
UN ACTE RÉGLEMENTAIRE UNIQUE**

Numéro de déclaration

2183099 v 0

du 16 mai 2018

Monsieur RECHER Mathieu
MAIRIE DE VERSAILLES
4, AVENUE DE PARIS
RP1144
78011 VERSAILLES CEDEX

A LIRE IMPÉRATIVEMENT

La délivrance de ce récépissé atteste que vous avez transmis à la CNIL un dossier de déclaration formellement complet. Vous pouvez désormais mettre en œuvre votre traitement de données à caractère personnel.

La CNIL peut à tout moment vérifier, par courrier, par la voie d'un contrôle sur place ou en ligne, que ce traitement respecte l'ensemble des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 modifiée en 2004. Afin d'être conforme à la loi, vous êtes tenu de respecter tout au long de votre traitement les obligations prévues et notamment :

- 1) La définition et le respect de la finalité du traitement.
- 2) La pertinence des données traitées.
- 3) La conservation pendant une durée limitée des données.
- 4) La sécurité et la confidentialité des données.
- 5) Le respect des droits des intéressés : information sur leur droit d'accès, de rectification et d'opposition.

Pour plus de détails sur les obligations prévues par la loi « informatique et libertés », consultez le site internet de la CNIL : www.cnil.fr.

Nom : MAIRIE DE VERSAILLES

Service : POLICE MUNICIPALE

Adresse : 4, AVENUE DE PARIS RP1144

Code postal : 78011

Ville : VERSAILLES CEDEX

N° SIREN ou SIRET :

217806462 00016

Code NAF ou APE :

8411Z

Tél. : 0130972795

Fax. : 0130978001

Finalité : RU59 - Caméras mobiles des agents de police municipale

Transferts d'informations hors de l'Union européenne : Non

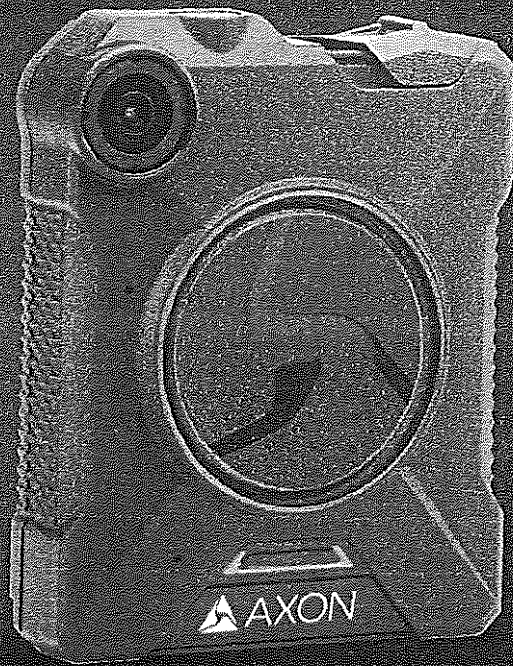
Fait à Paris, le 16 mai 2018
Par délégation de la commission



Isabelle FALQUE PIERROTIN
Présidente

 AXON Body 2

BIEN PLUS QU'UNE CAMERA



Une puissante plateforme
derrière une caméra robuste
et simple d'utilisation

AU-DELÀ D'UNE CAMÉRA ET AU-DELÀ DE TOUTE COMPARAISON

La caméra-piéton Axon Body 2 offre la même simplicité étonnante que le modèle précédent et la même facilité d'utilisation, tout en proposant des technologies plus évoluées. Cette caméra-piéton robuste, conçue pour les policiers, gendarmes et plus généralement les services de l'ordre, offre des capacités de pointe, comme par exemple la vidéo HD, une batterie haute capacité, le transfert des enregistrements vidéo par Wi-Fi et des améliorations avant-gardistes concernant la sécurité des données vidéos.

fr.axon.com/body2 | Twitter: Axon_EMEA

AXON BODY 2

CARACTÉRISTIQUES ET AVANTAGES

VIDÉO HD RETINA: La meilleure technologie même en faible luminosité qui permet maintenant un enregistrement vidéo en HD.

AUTONOMIE DE LA BATTERIE: Plus de 12 heures en enregistrement. Batterie amovible.

MÉMOIRE TAMPON: Configurez la durée de votre mémoire tampon jusqu'à 2 minutes avant le déclenchement de l'enregistrement d'un événement.

ACTIVATION SANS FIL: Axon Signal est une option qui vous permet d'activer l'enregistrement automatique de votre caméra-piéton Axon, par exemple en mettant en marche votre TASER®, ou lorsque vous ouvrez la portière de voiture, ou activez le gyrophare.

TRANSFERT DES VIDEOS EN WIFI: Axon Body 2 est capable de télécharger les vidéos en WiFi vers le Cloud.

MARQUEUR VIDEO : Identifiez facilement sur le terrain, d'un simple clic, toute action importante pendant l'enregistrement vidéo.

DURABILITÉ SANS ÉGALE: Très robuste, Axon Body 2 est conçue pour résister aux conditions climatiques extrêmes et aux impacts importants.

SÉCURITÉ DE POINTE : Les preuves sont cryptées encodées à même la caméra, de sorte que toutes les données demeurent toujours protégées.

FIXATIONS AXON RAPIDLOCK : Les systèmes de fixation sont polyvalents et assurent une stabilité de la caméra lors des situations les plus rigoureuses.

APPLICATION MOBILE: Utilisez l'application Axon View pour faire défiler, marquer et rejouer des segments vidéo sur votre smartphone*.

*Non disponible en France en conformité avec les décrets



APPLICATION
DISPONIBLE POUR APPLE
ET ANDROID

AXON BODY 2 SPECIFICATIONS

RESOLUTION VIDEO HD Configurable jusqu'à 1080p

RÉSISTANCE AUX INTEMPÉRIES IP67 (IEC 60529)

RÉSISTANCE A LA CORROSION MIL-STD-810G

CHAMP DE VISION 143 degrés

TEMPÉRATURE DE FONCTIONNEMENT -20 °C à 50 °C

TEST DE CHUTE 1,830 M

HUMIDITÉ 95% sans condensation

GARANTIE Deux (2) ans à compter de la date de réception

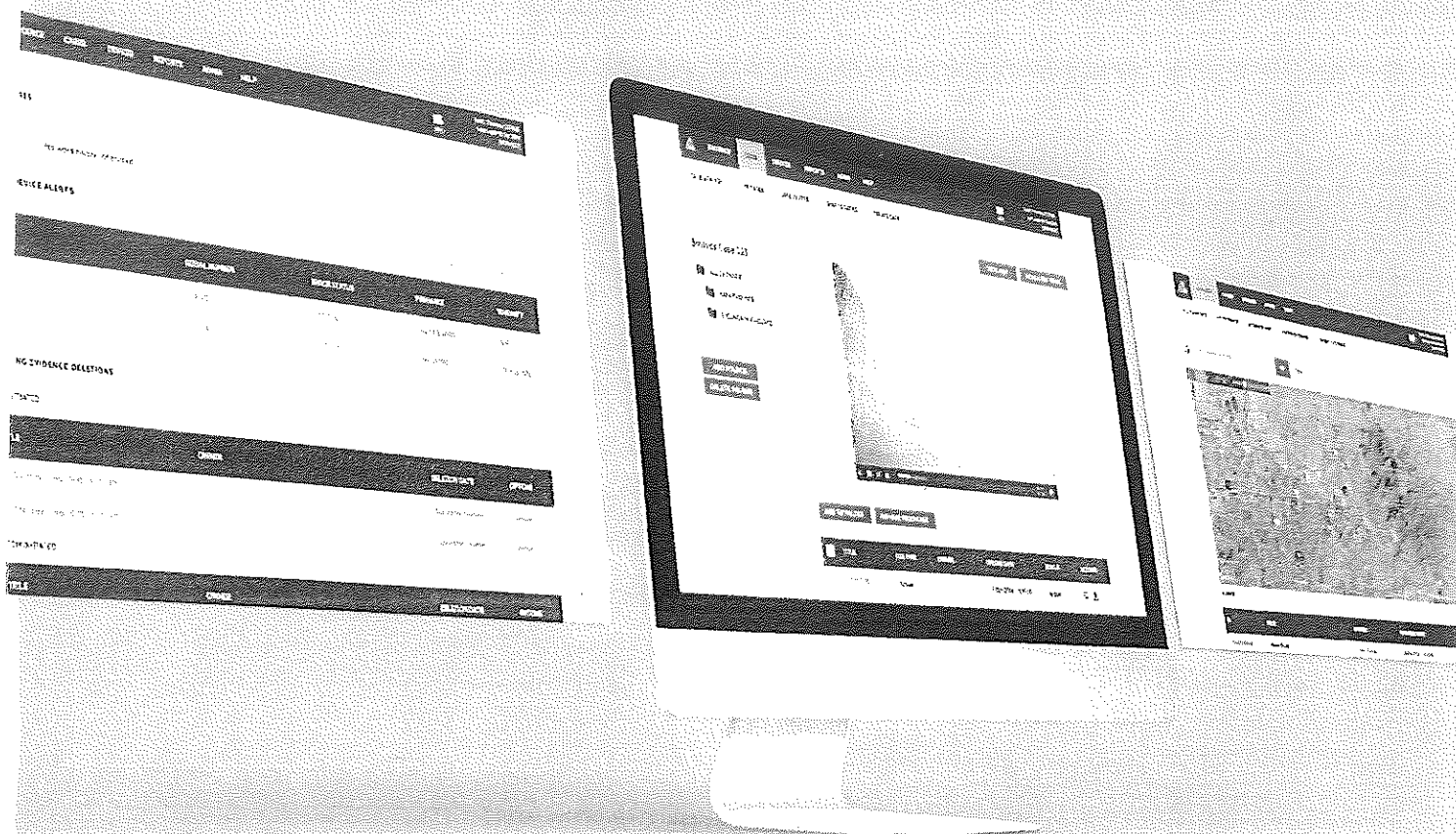
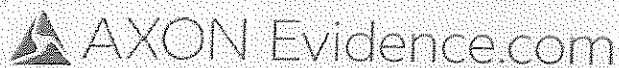
CAPACITÉS D'ENREGISTREMENT Jusqu'à 70 heures selon la résolution sélectionnée

Android est une marque déposée de Google, Inc. iOS est une marque déposée de Cisco Technology, Inc. et Apple, le logo Apple, iPhone, iPad et iPod touch sont des marques déposées d'Apple, Inc. Le robot Android est reproduit ou modifié à partir du travail créé et partagé par Google et utilisé conformément aux conditions décrites dans la licence d'attribution Creative Commons 3.0. Wi-Fi est une marque déposée de Wi-Fi Alliance.

AXON, Axon, Axon View, TASER et e sont des marques déposées de Axon Enterprise, Inc., dont certaines sont inscrites aux États-Unis et dans d'autres pays. Pour de plus amples informations, visitez le site fr.axon.com/juridique.

Tous droits réservés. © 2017 Axon Enterprise, Inc.
MPC0227 REV F





GÉREZ TOUTES VOS PREUVES NUMÉRIQUES DE LA CAPTURE À LA SALLE D'AUDIENCE

Evidence.com est un système évolutif, basé sur le cloud qui regroupe tous vos fichiers numériques, ce qui facilite leur gestion, leur accès et leur partage tout en préservant la sécurité et la chaîne de contrôle.

UNIFIEZ VOS ACTIFS NUMÉRIQUES

Éliminez les volumes de données et gérez tous les types de médias numériques de la capture à la salle d'audience, le tout avec un seul système sécurisé.

FLUX DE TRAVAIL PLUS RAPIDES

Atteignez une vitesse optimale lors du traitement de la preuve grâce à l'automatisation. Gagnez du temps et de l'argent avec les technologies de rédaction leaders sur le secteur et les outils de partage numérique sécurisés.

TECHNOLOGIE ÉVOLUTIVE

Activez les déploiements de toute taille avec entre autres l'intégration d'Active Directory, les groupes, les rapports, l'intégration SGS/CAD, et les calendriers de conservation automatique.

L'AVANTAGE AXON

Commencez immédiatement sans avoir à paramétrer du matériel. Choisissez des formules avec stockage fixe ou illimité et ajustez-les instantanément si nécessaire. Restez à jour avec des mises à jour mensuelles automatiques et gratuites.

axon.com/evidence

EVIDENCE.COM

CARACTÉRISTIQUES ET AVANTAGES

COÛT TOTAL DE POSSESSION TRÈS FAIBLE :

Evidence.com élimine le coût d'un centre de données interne et le temps associé aux processus manuels.

DISPONIBILITÉ : Hébergé en toute sécurité dans le cloud, Evidence.com est accessible partout, à tout moment.

RECHERCHE EN UN CLIC : Recherchez par nom d'officier, identifiant de l'incident, localisation et autres étiquettes pour trouver rapidement les fichiers.

CONSERVATION CONFIGURABLE : Planifiez des périodes de conservation automatique en fonction du type d'incident ou de la gravité du crime.

GESTION DES AFFAIRES : Affichez et partagez rapidement tous les fichiers numériques par numéro d'affaire.

SUITE DE RÉDACTION : Gagnez du temps avec la rédaction automatisée, la rédaction en vrac, les trombones, les marqueurs et les vignettes entre autres.

INTÉGRATION SGS/CAD : Automatisez l'étiquetage des vidéos Axon en extrayant les métadonnées correctes des systèmes existants.

FLUX DE TRAVAIL DU PROCUREUR : Connectez-vous numériquement au procureur en utilisant la solution de partage la plus évolutive.

INTÉGRATION MOBILE : Stockez et gérez les fichiers capturés avec les appareils mobiles sur le terrain.

OUTILS D'ANALYSE ET D'AUDIT : Surveillez l'utilisation du système, du nombre total de téléchargement de vidéos à la personne qui a examiné, partagé et supprimé des fichiers.

EVIDENCE.COM

FONCTIONNALITÉS DE SÉCURITÉ

CONFORMITÉ CJIS

Evidence.com est entièrement compatible avec les CJIS (Criminal Justice Information Services).

PISTE DE VÉRIFICATION ET CHAÎNE DE CONTRÔLE

Les données sont inviolables et tous les événements d'accès sont rapportés dans une piste de vérification sécurisée.

AUTORISATIONS UTILISATEUR PERSONNALISABLES

Les administrateurs peuvent déterminer quels fichiers peuvent être consultés par les utilisateurs et groupes d'utilisateurs.

CRYPTAGE DES DONNÉES

Toutes les informations sont entièrement cryptées en transit et au repos.

Pour en savoir plus, consultez axon.com/security.

AXON, EVIDENCE.COM et Evidence.com sont des marques déposées d'Axon Enterprise, Inc., dont certaines sont enregistrées aux États-Unis et dans d'autres pays. Pour en savoir plus, consultez www.axon.com/legal. © 2017 TASER International. Tous droits réservés.

AXP0227 - REV. B

